

BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 18 juillet 2022

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Finances publiques : fort ralentissement de la croissance des recettes et augmentation des dépenses publiques au premier semestre 2022

Banque et finance [\(ici\)](#)

Marché obligataire : le montant des bons du Trésor américain détenus en Chine chute en dessous de 1 000 Mds USD pour la première fois depuis 12 ans

Marché immobilier : phénomène de boycott des remboursements des prêts hypothécaires

Marché boursier : le marché boursier chinois est relativement stable cette semaine

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relations UE – Chine : 9^e dialogue économique de haut niveau

ALE : progrès dans les négociations de la 2^e phase de l'accord de libre-échange entre la Chine et la Corée du Sud

Climat des affaires [\(ici\)](#)

Marchés publics : mise à jour du projet de loi sur les marchés publics

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

VTC : Didi Chuxing écope d'une amende d'1 Md USD (8 Mds CNY)

Matières premières : formation de China Mineral Resources Group

Automobile : Stellantis négocie son retrait de la coentreprise avec GAC Group

Propriété intellectuelle : le créateur de chaussures de luxe Manolo Blahnik obtient gain de cause dans une affaire de dépôt de marque

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Climat : premier anniversaire du lancement du marché national du carbone

Environnement : le ministre de l'Ecologie et de l'Environnement Huang Runqiu en visite aux Etats-Unis

Forêts : le projet de décret d'application de la loi sur les forêts élude l'enjeu de la déforestation importée

Biodiversité : l'espadon de Chine officiellement déclaré éteint par l'UICN

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Shanghai : communication sur les chiffres économiques du premier semestre 2022

Shanghai : première exposition de Shanghai sur la neutralité carbone prévue pour décembre 2022

Zhejiang : accélération du développement de l'industrie des circuits intégrés de Hangzhou

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Emploi : le taux de chômage diminue en juin, atteignant 4,7%

Secteur aérien : +269,2% en g.a pour le nombre de passagers transportés par Cathay Pacific en juin

Macao

Contexte sanitaire : les autorités prolongent de 4 jours le confinement et la fermeture des casinos

Tourisme : baisse du nombre de visiteurs de 11,8% en juin

Taiwan [\(ici\)](#)

Présence française : Carrefour annonce la cession de ses parts dans Carrefour Taiwan à Uni-President

Marché boursier : le TAIEX rebondit à la suite d'une nouvelle intervention du Fonds de stabilisation

Prévisions de croissance : DBS table sur une croissance de 4,5% pour Taiwan au T3 2022

Fiscalité : les recettes fiscales de l'impôt sur les sociétés en forte hausse au premier semestre

Semi-conducteurs : FII, filiale de Hon Hai, prend une participation dans le Chinois Tsinghua Unigroup

Semi-conducteurs : ASE et SPIL poursuivent leur politique d'investissement sur le sol taiwanais

Gaz naturel : Taiwan renforce ses infrastructures de stockage

Chine continentale

Conjoncture

Finances publiques : fort ralentissement de la croissance des recettes et augmentation des dépenses publiques au premier semestre 2022

Nota bene : les [données](#) publiées par le MOF pour les finances publiques détaillent les « recettes publiques » et les « dépenses publiques » du budget général national (le premier compte public), qui regroupe les recettes et dépenses générales du gouvernement central et des collectivités locales. Le solde de ce compte, après transferts et ajustements, donne le déficit budgétaire public officiel. Les deuxième, troisième et quatrième comptes publics couvrent les dépenses et recettes de divers fonds des administrations publiques (APU) et de Caisses de Sécurité Sociale, qui ne sont pas détaillées ci-dessous.

S'agissant des recettes publiques, au premier semestre 2022, elles s'établissent à 10 522 Mds RMB (1 555 Mds USD), en diminution de 10,2 % en g.a. (incluant les remboursements et crédits d'impôts). En excluant les remboursements et crédits d'impôts qui totalisent 1 841 Mds RMB au premier semestre (pour mémoire, le budget avait prévu initialement 1 500 Mds RMB de remboursements et crédits d'impôts pour l'année 2022), les recettes publiques augmentent de +3,3 % en g.a. Parmi elles, les recettes fiscales s'élèvent à 8 556 Mds RMB (1 265 Mds USD), en chute de 14,8 % (en croissance de +0,9 % en excluant les remboursements et crédits d'impôts) ; et les recettes non fiscales s'élèvent à 1 966 Mds RMB (291 Mds USD), en augmentation de 18 %.

S'agissant des dépenses publiques, elles s'établissent à 12 889 Mds RMB (1 905 Mds USD), enregistrant une accélération de +5,9 % en g.a. En particulier, les dépenses d'éducation se sont élevées à 1 921 Mds RMB (284 Mds USD), soit une augmentation de +4,2 % ; et les dépenses de sécurité sociale et d'emploi se sont élevées à 2 020 Mds RMB (299 Mds USD), soit une augmentation de +3,6 %.

Sur ce compte, avant transferts et ajustements (non précisés par le MOF), le déficit budgétaire enregistré à fin juin s'élève ainsi à 2 367 Mds RMB (350 Mds USD).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Banque et finance

Marché obligataire : le montant des bons du Trésor américain détenus en Chine chute en dessous de 1 000 Mds USD pour la première fois depuis 12 ans

Fin mai, la Chine détenait 980,8 Mds USD d'obligations américaines, contre 1 003 Mds USD en avril, soit le plus bas niveau (en dessous de 1000 Md USD) enregistré depuis mai 2010, selon les données du Trésor des Etats-Unis. Il s'agit également du sixième mois consécutif de réduction.

La baisse intervient après que la Fed a lancé un cycle de hausse des taux d'intérêt pour contenir l'inflation, en commençant par une hausse de 25 points de base en mars, suivie d'une augmentation de 50 points de base début mai et plus récemment d'une hausse de 75 points de base en juin. Le rendement des bons du Trésor à 10 ans s'est établi à 2,849 % fin mai, contre 1,512 % au début de cette année, alimentant la chute des prix des obligations.

Marché immobilier : phénomène de boycott des remboursements des prêts hypothécaires

Selon plusieurs sources journalistiques (Bloomberg, Caixin), depuis mi-juillet, plusieurs dizaines de milliers de clients acheteurs de logements sur plan refuseraient de payer les échéances mensuelles relatives à leur prêt hypothécaire, principalement en raison de leur mécontentement à cause de la suspension ou du retard de livraison de leur logement, résultant de l'arrêt ou de l'inachèvement de plusieurs chantiers de construction dans le contexte des difficultés financières et opérationnelles des promoteurs immobiliers nationaux. En outre, la chute de la valeur des logements (considérés jusqu'à récemment comme les actifs et investissements les plus sûrs), les freine à honorer ces paiements.

Les chantiers de construction concernés seraient au nombre de 300, dans au moins 90 villes (au 19 juillet), selon *China Real Estate Information Corp.*, notamment dans le Henan (61 projets), dans le Hunan (32), le Hubei (27), le Shanxi (22) et le Hebei (21). Plusieurs promoteurs sont concernés, dont Evergrande. Les montants des crédits hypothécaires affectés par ce boycott s'élèveraient à 2 000 Mds RMB (290 Mds EUR) selon GF Securities Co, sur un encours total de crédits hypothécaires au bilan des banques chinoises de 40 660 Mds RMB (5884 Mds EUR), soit environ 5% des crédits hypothécaires nationaux.

L'élargissement de cette vague de boycott pourrait présenter des implications sur les promoteurs immobiliers, dont les financements dépendent de manière accrue des recettes de leurs pré-ventes, ces ventes étant rendues possible par la contraction de crédits bancaires par leurs clients. Les banques chinoises pourraient également être exposées, en observant un accroissement des prêts non-performants à leur bilan (prêts hypothécaires aux acheteurs de logement et prêts immobiliers aux promoteurs) : selon Jefferies, une faillite de l'ensemble des promoteurs immobiliers nationaux entraîneraient une augmentation des NPL au bilan des banques de +388 Mds RMB (56 Mds EUR).

La situation intervient alors même que les autorités centrales et locales ont sommé les banques à plusieurs reprises d'accroître leurs efforts pour financer les promoteurs immobiliers en difficulté et leur permettre de délivrer les logements pré-vendus.

Marché boursier : le marché boursier chinois est relativement stable cette semaine

	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50
Entre le 18 et le 22 juillet	-0,2%	1,3%	-0,1%	-0,9%	1,2%
Depuis le 1er juillet	-5,5%	-3,8%	-3,9%	-2,6%	-1,9%
Depuis le 1er janvier 2022	-14,2%	-10,2%	-16,6%	-17,6%	-22,4%

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Relations UE – Chine : 9^e dialogue économique de haut niveau

Le Vice-président de la Commission européenne Valdis Dombrovskis et le vice-Premier ministre LIU He ont présidé le 19 juillet le 9^e dialogue économique de haut niveau UE-Chine. Le dialogue a porté sur les défis économiques globaux, les perturbations des chaînes de valeur du fait de l'épidémie de Covid-19 ainsi que l'impact de l'invasion russe de l'Ukraine (en particulier sur les marchés alimentaires, énergétiques et financiers). Les deux parties ont également échangé sur les préoccupations en matière de commerce et investissements bilatéraux et sur la coopération renforcée dans les services financiers.

[Communiqué de presse de la Commission européenne](#)

ALE : progrès dans les négociations de la 2^e phase de l'accord de libre-échange entre la Chine et la Corée du Sud

Le 13 juillet 2022, le ministère chinois du Commerce (MOFCOM) [a annoncé](#) des « progrès » dans les domaines du commerce de services, de l'investissement, et des services financiers, à la suite de négociations avec le ministère sud-coréen du Commerce, de l'Industrie et de l'Energie sur la 2^e phase de l'accord de libre-échange (ALE) entre les deux pays.

Dans le cadre de la 2^e phase de l'ALE, la Corée du Sud éliminera les droits de douane sur 92 % (en valeur d'importations) de tous les produits en provenance de Chine, progressivement au cours des 20 années ; la Chine supprimera quant à elles les droits de douane sur 91 % des produits sud-coréens.

Le premier ALE entre la Chine et la Corée du Sud est entrée en vigueur en décembre 2015, supprimant les droits de droit sur environ 55 % du commerce total entre les deux pays.

Les échanges commerciaux entre la Chine et la Corée du Sud ont atteint, selon les douanes chinoises, 362 Mds USD en 2021, dont 149 Mds USD d'exportations chinoises et 213 Mds USD d'importations sud-coréennes.

Pour rappel, la Chine dispose actuellement de 15 ALE bilatéraux avec : Singapour, le Cambodge, la Corée du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, les Maldives, l'île Maurice, la Suisse, l'Islande, la Géorgie, le Costa Rica, le Pérou, le Chili et l'ASEAN.

Retour au sommaire ([ici](#))

Climat des affaires

Marchés publics : mise à jour du projet de loi sur les marchés publics

Le 15 juillet 2022, le ministère du Finance (MOF) [a publié](#) une mise à jour du projet de loi sur les marchés publics, ouvert aux commentaires publics jusqu'au 14 août 2022. La loi sur les marchés publics actuellement en vigueur date de 2014 ; la première version du projet de nouvelle loi date du décembre 2020.

Parmi les principales propositions de changements apportées par ce nouveau projet de loi, se trouvent notamment les dispositions suivantes :

- i) La promotion de l'établissement d'un marché unifié national (统一大市场) dans les marchés publics, notamment pour éviter le protectionnisme local dans les marchés publics ;
- ii) L'inclusion de la « préservation de la sécurité nationale »¹ comme un des objectifs de la politique de marchés publics. Les acheteurs auraient désormais l'obligation de protéger les secrets d'Etat et les informations personnelles confidentielles (sous peine de sanctions administratives ou pénales) et non plus les seuls secrets commerciaux. Les marchés impliquant des secrets d'Etat ne pourraient plus faire l'objet d'appels d'offres ouverts ;
- iii) Alors qu'actuellement la loi sur les marchés publics ne s'applique qu'aux achats des administrations sous l'égide du MOF, certaines entreprises publiques « d'intérêt général seraient désormais incluses ;
- iv) Les produits fabriqués en Chine (où dont une valeur ajoutée significative est chinoise) devraient bénéficier de préférences d'évaluation. Le ratio de valeur ajoutée locale requis n'est cependant pas mentionné dans le texte ;
- v) L'introduction d'une nouvelle méthode pour les « marchés d'innovation » (创新采购) afin d'encourager les fournisseurs à développer des produits innovants, conformément aux exigences du plan national d'innovation scientifique et technologique ;
- vi) Un accent particulier sur la qualité des produits ou services offerts par l'introduction d'une « méthode de qualité optimale » (最优质量法) ; le nouveau projet de loi prévoit également des sanctions administratives, voire pénales, pour les produits contrefaits.

Pour plus d'informations sur la politique chinoise des marchés publics, voir l'article du SER de Pékin : « Renforcement de la préférence nationale dans les marchés publics » ([Bulletin d'analyse économique du SER de Pékin, T4 2021](#)).

Retour au sommaire ([ici](#))

¹ La « notion globale de la sécurité nationale » (总体国家安全观) est un concept présenté par Xi Jinping en 2014 avec une définition extensive de la sécurité nationale, s'étendant à plus de 16 dimensions, dont la sécurité politique, territoriale, militaire, économique, culturelle, sociale, scientifique, polaire, écologique, des ressources, cyber, spatiale, biologique, marine, étrangère, et nucléaire.

Industrie et numérique

VTC : Didi Chuxing écope d'une amende d'1 Md USD (8 Mds CNY)

Le 21 juillet, l'Administration chinoise du cyberspace (CAC) a annoncé que le géant du VTC, Didi, écoperait d'une amende d'[1,18 Md USD](#) (8 Mds CNY). Le président de Didi, Liu Qing 柳青, et son directeur général, Cheng Wei 程维, ont également reçu une amende, d'un montant d'1 MCNY chacun (148 000 USD environ).

D'après la [CAC](#), l'amende se justifie par des infractions à la sécurité des données et aux lois sur la protection des données personnelles – dont la loi-cadre est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2021, soit deux mois après le début de l'enquête. Selon la CAC, Didi aurait illégalement recueilli plus de 65 Mds de données personnelles des chauffeurs et passagers, y compris des données de reconnaissance faciale, de numéros d'identification, mais aussi des adresses de résidence et lieux de travail. Ces opérations illégales ont, selon la CAC, « sérieusement » menacé la sécurité nationale, et auraient été conduites avec « une intention malveillante » (« 恶意逃避 ») pour éviter la supervision des autorités.

Bien que CAC [ne le précise pas](#), l'amende [pourrait marquer](#) une première étape vers la fin de l'enquête de cybersécurité lancée à l'égard de Didi Chuxing en juillet 2021. En effet, les autorités de régulation ont récemment mis fin à d'autres enquêtes de cybersécurité, lancées en même temps que celle de Didi et pour des raisons similaires. Didi s'est en outre retirée du NYSE en juin dernier, après une introduction en bourse début juillet 2021. Les autorités avaient en effet informé Didi du risque de recueil d'informations sensibles par les régulateurs américains. Dès lors, si l'enquête prenait fin, le service de VTC pourrait voir ses principales applications revenir sur les *App Stores* (26 étaient retirées), et de nouveau accueillir de nouveaux utilisateurs sur sa plateforme. Une approbation des plans de rectification des activités de collecte des données par les autorités de régulation apparaît préalablement nécessaire.

L'amende d'1,18 Md USD équivaut à 4,6 % du CA de Didi ; soit un montant similaire aux pratiques de régulation de marché. En 2020, Meituan avait écopé d'une amende 3 % de son CA, et Alibaba de 4 % en 2021. En théorie, les amendes pourraient s'élever jusqu'à [5 % du CA](#) d'une entreprise.

Dans le même temps, le ministère des Transports a publié ses statistiques sur le secteur VTC : les commandes ont augmenté de [20,7 %](#) en juin par rapport à mai, augmentation certainement liée à la détente des restrictions sanitaires.

Matières premières : formation de China Mineral Resources Group

Le 19 juillet est créé le groupe China Mineral Resources Group. Basée dans la zone de Xiong'an, près de Pékin, et dotée d'un capital initial enregistré de 3 Mds USD, l'entreprise aurait officiellement un rôle de [supervision de l'ensemble du secteur](#), des investissements dans les mines en Afrique de l'Ouest aux achats d'équipements nécessaires à la fabrication d'acier de fournisseurs internationaux.

L'initiative est portée par l'Association du fer et de l'acier de Chine (CISA). La Chine espère ainsi que la nouvelle entité pourra faire baisser les prix du minerai de fer, *via* l'achat de volumes importants. Le prix du minerai de fer est en effet très volatile, atteignant par exemple 230 USD la tonne en juillet 2021, avant de diminuer de 50 % au S2 2021. Il est aujourd'hui de 132 USD la tonne. Cette volatilité, et *a fortiori* des prix élevés, réduisent nécessairement les marges des entreprises chinoises d'acier en aval, et rendent difficile la programmation de la production, [selon les industriels](#). Une influence baissière sur les prix *via* l'achat de volumes importants apparaîtrait toutefois peu plausible.

Parmi les projets internationaux supervisés, figure notamment le projet de Simandou (Guinée), dont la production permettrait de réduire la dépendance au minerai de fer australien – l’Australie étant le plus grand producteur de minerai de fer. Il s’agit d’un site sur lequel sont déjà présents Baowu et Aluminium Corporation of China (Chinalco), mais dont le développement a connu plusieurs retards.

Pour mémoire, la Chine est le premier producteur d’acier ; elle représente plus de la moitié de la production d’acier brut mondial. Elle est aussi le plus grand importateur de minerai de fer, principal intrant dans la production sidérurgique (70 % des exportations mondiales, provenant en majeure partie d’Australie).

Automobile : Stellantis négocie son retrait de la coentreprise avec GAC Group

Le 18 juillet, Stellantis a annoncé négocier [son retrait de la coentreprise GACFCA](#), opérée avec le partenaire GAC Group, constructeur chinois basé à Canton. Ce retrait marquerait ainsi l’arrêt de l’unique usine de GACFCA, située à Changsha, qui produit essentiellement des véhicules de la marque Jeep. Selon Stellantis, une gamme électrifiée de véhicules Jeep continuera néanmoins d’être importée et commercialisée en Chine.

Créée en 2010, GACFCA était initialement une coentreprise entre Fiat et GAC Group, reprise par Stellantis, issue de la fusion de FCA et PSA en janvier 2021. La coentreprise a fait état de difficultés au cours des dernières années : baisse des ventes de 50% en 2021 ; fermeture de l’usine à Canton en septembre 2021 ; ventes nulles en avril et juin dernier du fait des difficultés d’approvisionnement (confinement de Shanghai). Son empreinte industrielle se composerait ainsi d’une seule usine, à Changsha. En mars dernier, à la suite de la levée progressive d’obligation de JV (50-50) avec un partenaire local pour s’implanter dans le secteur automobile chinois, Stellantis avait annoncé son intention de monter au capital de GACFCA (de 50 % à 75 %). Le constructeur avait alors également annoncé adopter un business model « *asset light* » en Chine, c’est-à-dire sans surcapacités de production, [selon le directeur général de Stellantis](#), Carlos Tavares. D’après Stellantis, l’absence de progrès dans la montée au capital de GACFCA conduirait à l’arrêt de la coentreprise.

En parallèle, Dongfeng, autre partenaire local de Stellantis (coentreprise DPCA), a annoncé [l’éventuelle vente de ses parts](#) (3,16 %) au sein du groupe Stellantis.

Propriété intellectuelle : le créateur de chaussures de luxe Manolo Blahnik obtient gain de cause dans une affaire de dépôt de marque

Le 19 juillet, le créateur de chaussures Manolo Blahnik a [obtenu gain de cause](#) devant la Cour populaire suprême chinoise.

En 1999, une marque intitulée « Manolo & Blahnik » avait été déposée sur le marché chinois avant le dépôt par la marque britannique. Dans un système où le « premier déposant » prévaut, le créateur de chaussures de luxe ne pouvait depuis lors commercialiser ses produits, et avait déposé plainte auprès de l’Office chinois des marques.

Le jugement de la Cour a confirmé l’invalidation du premier dépôt du nom. Cette pratique n’est pas un cas isolé, plusieurs groupes étrangers découvrant que leur marque était déposée sur le marché chinois avant qu’ils n’y commercialisent eux-mêmes leurs produits. Aussi, selon le communiqué de Manolo Blahnik, la décision de la Cour pourrait créer un précédent pour d’autres acteurs du secteur.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Climat : premier anniversaire du lancement du marché national du carbone

Le 16 juillet dernier, le marché carbone national -opéré par *Shanghai Environment and Energy Exchange* (SEEE)- a célébré son premier anniversaire de lancement. D'après les chiffres officiels, 194 millions de quotas carbone (1 quota correspondant à une tonne de CO₂) ont été échangés sur l'année écoulée, pour une valeur de 8,5 Mds RMB (1,23 Md EUR). Le prix du quota a atteint 58,2 RMB (8,4 EUR) à la fermeture du marché vendredi 15, contre 51,23 RMB (7,4 EUR) un an plus tôt.

Cependant, le marché a été très peu liquide ces derniers mois avec pendant plusieurs jours de suite un volume de transactions cotées plafonnant à seulement 10 tonnes. Ainsi sur le premier semestre 2022, un volume de 15 Mt de quotas ont été échangés (majoritairement via des transactions de gré à gré plutôt que cotées), contre 179 Mt sur la première période de conformité qui s'étendait de juillet à décembre 2021. Ceci est dû aux faibles incitations qu'ont les 2 162 producteurs d'électricité assujettis à procéder à des échanges en dehors de l'approche de la période de mise en conformité (cf le pic de transactions observé en décembre sur le graphique ci-dessous). En outre à ce stade, seuls les échanges *spot* de quotas entre les entreprises d'un seul secteur industriel sont autorisés, tout autre produit (contrats à terme ou dérivés) et acteurs financiers étant exclus.

Si les analystes constatent une reprise de l'activité du marché ces derniers jours, cela pourrait en fait correspondre à une stratégie des entreprises pour se défaire de leur surplus de quotas (attribués généreusement et de façon gratuite) pour dégager des flux de trésorerie, dans un contexte où de nombreuses centrales à charbon ont enregistré des pertes au premier semestre et où le manque de signal politique et de calendrier clairs sur l'avenir du marché carbone se fait sentir (voir Brèves du SER de Pékin -[semaine du 9 mai 2022](#)). Les principales difficultés rencontrées par les autorités portent sur les questions de la qualité des données d'émission et les processus de MRV (*monitoring, reporting and verification*), expliquant le retard d'expansion du dispositif à d'autres secteurs.

A l'occasion de la conférence *China International Carbon Trading* qui s'est tenue le 16 juillet, le SEEE a fait plusieurs [annonces](#) qui préfigurent des évolutions du marché carbone national : (i) le lancement de travaux de recherche sur la formulation d'un indice de prix du carbone, sur lequel seront basés plusieurs produits financiers dérivés (ii) l'introduction des premiers standards chinois d'évaluation des crédits carbone des entreprises, qui pourront notamment être utilisés par les institutions financières pour émettre des prêts et des obligations vertes aux entreprises.



Prix de clôture (en haut) et volume (en bas) quotidien des échanges de quotas carbone sur le marché national depuis le 16 juillet 2021 (source : [Refinitiv](#))

Environnement : le ministre de l'Écologie et de l'Environnement Huang Runqiu en visite aux Etats-Unis

Le ministre chinois de l'Écologie et de l'Environnement Huang Runqiu, s'est rendu la semaine dernière aux Etats-Unis où il a échangé avec Mme Gina Raimondo (secrétaire au Commerce), Mme Janet McCabe (administratrice adjointe de la US Environmental Protection Agency) et M. Gavin Newsom (gouverneur de l'Etat de Californie). Le 14 juillet, il a également participé à une [table ronde ministérielle](#) du Forum des Nations Unies sur le développement durable à New-York.

Une telle visite au niveau ministériel d'un officiel chinois ne s'était pas produite depuis l'élection de Joe Biden. Elle intervient une semaine après la rencontre du secrétaire d'Etat John Kerry et de son homologue chinois Wang Yi à Bali, lors de laquelle les discussions avaient porté notamment sur le renforcement de la coopération entre les deux pays sur les questions climatiques. Pour rappel, John Kerry, envoyé spécial pour le climat, s'était rendu en Chine en septembre 2021, mais dans des conditions sanitaires extrêmement strictes.

Le ministre chinois a [déclaré](#) que la coopération sino-américaine sur l'environnement et le climat était « un modèle de coopération à plusieurs niveaux et dans plusieurs domaines ». En outre, la Chine s'est dite disposée à collaborer avec les Etats-Unis sur la gestion des déchets plastiques en mer et la protection de l'environnement écologique des océans.

Forêts : le projet de décret d'application de la loi sur les forêts élude l'enjeu de la déforestation importée

L'administration nationale des Forêts et des Prairies (NFGA) a publié [un appel à commentaires](#) pour le projet de décret d'application de la loi sur les forêts, révisée en 2020.

[La loi](#) sur les forêts était entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2020. Son article 65 prévoit l'interdiction d'achat, de transformation et de transport de bois coupé illégalement. Le décret d'application était attendu afin de préciser le périmètre (uniquement national ou comprenant les importations) ainsi que les modalités précises (exigence de *due diligence* ou simple recours aux législations locales lors d'un import). Pour rappel, le récent rapport de l'ONG Forest Trends pointait la responsabilité des importateurs chinois dans la déforestation à l'échelle mondiale et

suggérait que le décret d'application de la loi précise les responsabilités des importateurs (voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 27 juin](#)).

Le projet de décret publié par la NFGA se concentre sur les questions de gestion des forêts à l'échelle nationale et n'aborde pas les enjeux de lutte contre la déforestation importée. Les commentaires sont acceptés jusqu'au 19 août.

Biodiversité : l'espadon de Chine officiellement déclaré éteint par l'UICN

La révision de la liste rouge de l'union internationale pour la conservation de la nature (UICN), [publiée le 21 juillet](#), confirme que l'« espadon de Chine » (*Psephurus gladius*) est maintenant considéré comme « éteint » dans cette liste faisant référence au niveau mondial sur l'état de préservation des différentes espèces. L'espadon, pouvant mesurer jusqu'à sept mètres de long, était l'un des plus grands poissons d'eau douce du monde et était endémique du fleuve Yangtsé.

Cette extinction n'est malheureusement pas une surprise : l'espèce avait déjà été estimée éteinte par une étude parue en 2020 dans [Science of the Total Environment](#), qui estimait que son extinction datait de 2005. D'après cette étude, son extinction a été causée principalement par la surpêche et par la fragmentation de son habitat.

Pour mémoire, les autorités chinoises ont largement renforcé les dispositifs de protection de l'environnement dans le bassin du Yangtsé, et ont notamment interdit la pêche dans l'ensemble du bassin à compter du 1^{er} janvier 2021 et pour une durée de dix ans (voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 10 août 2020](#)).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Actualités régionales

Shanghai : communication sur les chiffres économiques du premier semestre 2022

Selon le bureau des statistiques de la municipalité de Shanghai, Le PIB de la ville s'est élevé à environ 1 935 milliards de CNY au cours du [premier semestre](#) 2022, soit une chute de 5,7 %, par rapport à la même période en 2021. Cette baisse reflète l'impact économique du confinement de la ville en avril et mai, notamment sur l'investissement, la consommation, les importations et les exportations. Les données économiques de juin montrent cependant une certaine reprise. La production industrielle et le commerce extérieur de marchandises se sont notamment redressés, augmentant respectivement de 15,8 % et de 9,6 % par rapport à juin 2021.

De janvier à juin, les trois principales industries manufacturières, à savoir les circuits intégrés, l'intelligence artificielle et la biomédecine, ont contribué à une production industrielle de 180,551 Mds CNY, soit une hausse de 4,3 % par rapport à l'année précédente. En particulier, la production du secteur des circuits intégrés a augmenté de 13,3 %, et celle de l'intelligence artificielle de 14,7 %. Le revenu disponible par habitant des résidents de la ville au premier semestre a toutefois diminué de 3,4 % par rapport à la même période de l'année dernière, pour atteindre 38 996 CNY.

Shanghai : première exposition de Shanghai sur la neutralité carbone prévue pour décembre 2022

La première [exposition](#) de Shanghai sur la neutralité carbone ("Shanghai International Carbon Neutral Technology, Products and Achievements Expo" (ci-après dénommée "Carbon Neutral Expo" : "上海国际碳中和技术、产品与成果博览会") se tiendra du 21 au 24 décembre 2022 au centre des expositions de Shanghai. Cette première exposition devrait s'étendre sur 120 000 m² et mettre l'accent sur la mobilité intelligente à faible émission. La foire comprendra trois sections principales, une exposition thématique, un forum et des échanges commerciaux. Plus de 600 exposants nationaux et internationaux, plus de 100 000 visiteurs et plus de 300 médias sont prévus.

Zhejiang : accélération du développement de l'industrie des circuits intégrés de Hangzhou

La municipalité de [Hangzhou](#) a récemment annoncé un nouveau plan pour accélérer le développement de l'industrie des circuits intégrés de la ville. L'objectif est de faire de Hangzhou un centre pour l'industrie des circuits intégrés du delta du Yangtsé. Le plan compte se concentrer sur les quartiers innovant de la ville, notamment les districts de Qiantang, Xiaoshan, Fuyang, et Yuhang. Pour créer un pôle industriel des circuits intégrés autour de la baie de Hangzhou les villes de Ningbo, Shaoxing et Jiaying devraient également être impliquées. D'ici 2025, la taille de l'industrie des circuits intégrés de Hangzhou atteindra 80 Mds de CNY, avec un taux de croissance annuel moyen de 20 %.

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Emploi : le taux de chômage diminue en juin, atteignant 4,7%

Le taux de chômage a diminué de 0,4% au cours du trimestre glissant avril-juin 2022, atteignant 4,7%, après s'être contracté de 0,3% au cours de la période précédente (mars-mai 2022). Pour rappel, il avait augmenté à trois reprises au début de l'année en raison du renforcement des mesures de distanciation sociale à la suite de l'accélération de la circulation épidémique (+0,6% au cours de la période décembre 2021-février 2022, puis +0,5% en janvier-mars 2022 et +0,4% en février-avril). Contrairement aux 6 trimestres glissants précédents, l'emploi total progresse (+0,3%) au cours de la période.

Le taux de chômage dans le secteur de la finance, de l'assurance et des services immobiliers (23,2% de l'emploi total) reste stable (-0%) à 3%, celui du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration (14,4% des emplois à Hong Kong au T4-2021) baisse de 1,4% à 7,4% au cours de la période. Il diminue également dans le secteur de la construction (9% des emplois à Hong Kong au T4-2021) : 7,3% contre 8% lors du trimestre glissant précédent, de même dans celui de l'import/export et la vente en gros (8,5% de l'emploi) avec une baisse de 0,3% (3,4% en avril-juin 2022).

La population active totale progresse légèrement en glissement mensuel (+0,1%) avec 3,75 millions d'actifs recensés, une première depuis mai 2021. Elle se contracte toutefois de 3,5% en glissement annuel.

Secteur aérien : +269,2% en g.a pour le nombre de passagers transportés par Cathay Pacific en juin

La compagnie locale Cathay Pacific a enregistré en juin une hausse de 170% de sa capacité de transport de passagers par rapport au mois de mai dernier, continuant ainsi à bénéficier des allègements des restrictions appliquées aux voyageurs ainsi qu'aux personnels navigants à leur arrivée à Hong Kong accordés depuis mai. Cathay Pacific est ainsi parvenue à transporter 150 077 passagers au cours de la période (+269,2% en glissement annuel, mais -95,2% par rapport au niveau de juin 2019).

Malgré cette amélioration, la capacité de transport de passagers de Cathay Pacific n'atteint aujourd'hui que 11% de son niveau pré-pandémique, mais elle pourrait continuer à progresser au cours de l'année pour atteindre 25% selon la compagnie.

Commentant ces résultats par voie de communiqué, Cathay Pacific a également salué la décision du gouvernement de suspendre le mécanisme de *flight ban* qui conduisait jusqu'au 7 juillet les autorités à interdire pour une durée de 5 jours les arrivées de vols opérés par toute compagnie aérienne ayant transporté vers Hong Kong au moins 5 passagers ou 5% de passagers testés positifs à leur arrivée.

L'aéroport de Hong Kong a de son côté enregistré en juin une hausse de 254,1% du nombre d'arrivées de passagers (g.a) avec au total 295 000 voyageurs bénéficiant de l'allègement des restrictions. L'aéroport a en outre inauguré une nouvelle piste (la troisième du *Hong Kong International Airport*) le 8 juillet avec l'atterrissage d'un vol cargo opéré par Cathay Pacific en provenance de Shanghai.

Macao

Industrie du jeu : réouverture des casinos à partir du 23 juillet

Le chef de l'exécutif de Macao a annoncé le 20 juillet la réouverture des casinos à compter du 23 juillet, à condition qu'ils respectent une jauge de 50% maximum pour le personnel présent sur place et que les conditions de ventilation et les mesures de désinfection soient jugées appropriées. Les casinos de Macao avaient été fermés pour 11 jours à partir du 11 juillet. Le confinement de la ville est dans le même temps levé mais les habitants sont encouragés à limiter leurs déplacements. Quant aux entreprises et aux commerces jugés essentiels, ils sont autorisés à opérer de manière normale sans jauge maximale. Les cinémas, les salles de sport, les salons de beauté et les bars demeurent en revanche fermés. La consommation sur place reste par ailleurs interdite dans les restaurants, uniquement autorisés à faire de la vente à emporter. Ces restrictions partielles resteront en vigueur au moins jusqu'au 30 juillet selon l'annonce des autorités macanaises, qui qualifient cette phase d'allègement de période de « consolidation ».

Tourisme : baisse du nombre de visiteurs de 11,8% en juin

Les arrivées de visiteurs à Macao ont diminué de -11,8% en g.a (3 465 107 personnes) au cours des six premiers mois de l'année. En juin, le nombre de visiteurs à Macao a baissé de -28% en g.a et de -36,6% par rapport à mai avec 380 671 arrivées (dont 336 488 en provenance de Chine), en raison de la reprise de l'épidémie à Macao avec 1 783 cas recensés entre le 18 juin et le 20 juillet.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Présence française : Carrefour annonce la cession de ses parts dans Carrefour Taiwan à Uni-President

Par [communiqué du 19 juillet 2022](#), Carrefour a annoncé céder à son partenaire, le groupe taiwanais Uni-President sa participation de 60% dans Carrefour Taiwan. Fondé en 1987, au travers d'une co-entreprise, le groupe compte près de 15 000 collaborateurs sur un réseau 340 magasins, dont 68 hypermarchés, 272 supermarchés et magasins premium, ainsi que 129 galeries marchandes. En 2021, la JV franco-taiwanaise a généré un chiffre d'affaires hors taxes de 2,5 Mds EUR. Le groupe Uni-President qui devient ainsi propriétaire à 100% de Carrefour Taiwan, continuera à utiliser la marque Carrefour dans les années à venir, faisant ainsi partie du large réseau opérant sous l'enseigne Carrefour dans plus de 40 pays. La finalisation de l'opération qui nécessite encore une approbation de l'autorité de la concurrence taiwanaise, devrait être achevée à la mi-2023. [Le montant de la transaction se monterait à 29 Mds TWD](#) (près de 940 M EUR). C'est une page de la présence française à Taiwan qui se tourne, Carrefour ayant longtemps été cité comme l'exemple de la réussite française sur ce marché.

Marché boursier : le TAIEX rebondit à la suite d'une nouvelle intervention du Fonds de stabilisation

A la suite de l'intervention du Fonds de stabilisation national validée la veille, [l'indice TAIEX a augmenté mercredi 13 juillet de 2,68% pour terminer à 14 324,68 points](#), atteignant une hausse record au cours des quatre derniers mois. La valeur des transactions journalières s'est établie à 221 Mds TWD (environ 7,1 Mds EUR). Parmi les sociétés cotées, la valeur de TSMC a enregistré une hausse de 4,67% à 470 TWD, contre 449 TWD la veille ; les valeurs du secteur financier (y compris de l'assurance), des composants électroniques et des semi-conducteurs ont augmenté respectivement de 43,12%, 20,64% et 11,91%. Néanmoins, certains analystes estiment que si l'intervention du Fonds peut booster le marché boursier sur le court terme, les incertitudes à moyen et long terme, en matière d'inflation et de politiques monétaires aux Etats-Unis, restent présentes.

Prévisions de croissance : DBS table sur une croissance de 4,5% pour Taiwan au T3 2022

[DBS estime qu'au cours du troisième trimestre, la croissance de l'économie devrait atteindre 4,5%](#), contre 3% au T2, en raison de la reprise des commandes export et du commerce de détail résultant de l'assouplissement des restrictions sanitaires en Chine et de la baisse du nombre de cas Covid sur l'île. Selon la banque singapourienne, la croissance de l'île devrait s'établir à 3,65% au deuxième semestre (contre 3,05% au S1) grâce à une hausse de la consommation privée. Par ailleurs, DBS a souligné un ralentissement des activités du secteur des TIC : le cabinet de conseil Gartner a récemment estimé à 7,6% la baisse des livraisons mondiales de PC, tablettes et téléphones mobiles. TSMC a également indiqué que le secteur des semi-conducteurs devrait procéder à un ajustement de ses inventaires jusqu'au premier semestre 2023. Pour l'ensemble de l'année 2022, DBS a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour Taiwan, de 3,8% à 3,4%, et table sur une hausse de l'inflation à 3%.

Fiscalité : les recettes fiscales de l'impôt sur les sociétés en forte hausse au premier semestre

Selon le ministère des Finances (MOF), [le montant de l'impôt sur les sociétés, au 30 juin 2022, s'est élevé à 652,4 Mds TWD \(environ 21 Mds EUR\), soit en progression de plus de 50% en glissement annuel](#). TSMC se classe au 1er rang avec un montant de 55 Mds TWD (1,7 Mds EUR), le leader mondial des semi-conducteurs ayant généré,

en 2021, 596,5 Mds TWD (près de 20 Mds EUR) de bénéfices, en hausse de plus de 15% par rapport à 2020. La compagnie de transport maritime Yang Ming est le 2ème contributeur aux recettes fiscales de l'impôt sur les sociétés, a déclaré un montant de 27 Mds TWD (873 M EUR) en 2021, suivie de Wan Hai (15 Mds TWD) et d'Evergreen Marine (12 Mds TWD). Les trois transporteurs ayant enregistré des résultats record en 2021 en raison notamment de la hausse des prix du fret maritime issue de la pénurie de conteneurs et de la congestion portuaire.

Semi-conducteurs : FIIL, filiale de Hon Hai, prend une participation dans le Chinois Tsinghua Unigroup

Foxconn Industrial Internet Co Ltd (FIIL), filiale de Hon Hai Precision Industry Co et cotée sur la bourse de Shanghai, a investi récemment [5,38 Mds RMB \(23,9 Mds TWD, près de 780 M euros\)](#), dans la société chinoise de semi-conducteurs Tsinghua Unigroup, via le fonds d'investissement *Xingwei Guanghou Industrial Investment Partnership Ltd*. Ce dernier appartient à la Beijing Zhiguangxin Holding Co, détentrice désormais à 100% de Tsinghua Unigroup, encore récemment en très mauvaise santé financière. Du côté taiwanais, la transaction réalisée par Foxconn [nécessite l'approbation de la Commission des investissements](#) du MOEA, en raison du caractère stratégique du secteur des semi-conducteurs et du montant engagé (plus de 50 M USD). Foxconn, qui risque [jusqu'à 25 M TWD \(800 000 euros\) d'amende](#), s'est engagée a posteriori à déposer un dossier devant la commission.

Semi-conducteurs : ASE et SPIL poursuivent leur politique d'investissement sur le sol taiwanais

[Le groupe ASE et sa filiale SPIL](#), spécialistes de l'assemblage et des tests de semi-conducteurs, ont annoncé à quelques jours d'intervalle la poursuite de leurs investissements à Taiwan. ASE poursuit un projet actuellement d'extension sur son site de Jhongli à Taoyuan, avec un début des opérations prévus sur le TR3 2024 et 2000 emplois à la clef. SPIL prévoit un investissement à Yunlin de 97,5 Mds TWD (3,1 Mds euros), sur une [zone d'un peu plus de 4 hectares](#), et des revenus annuels de l'ordre de 35,4 Mds TWD (1,14 Mds euros). 2 800 postes pourraient être créés. La première phase de ce projet de construction commencera [au cours du T4 cette année](#). ASE anticipe une croissance de ses revenus basée cette année sur la forte demande d'appareils informatiques de haute performance, ainsi que d'équipements de réseau et pour le secteur automobile, compensant la chute de la demande de smartphones et d'électronique grand public.

Gaz naturel : Taiwan renforce ses infrastructures de stockage

L'électricien Taipower travaille sur un projet de construction, d'un [nouveau terminal GNL](#) (le quatrième à Taiwan), en bordure du port de Keelung, afin de ravitailler [la centrale de Hsieh-ho](#) en cours de reconversion. Ce projet fait l'objet d'une attention particulière non seulement sur le plan environnemental [mais également sur le plan de la logistique et de la sécurité portuaire](#). Parallèlement, la compagnie nationale de pétrole CPC a inauguré les travaux de construction [d'un réservoir à GNL](#) sur son site de Taichung (ce projet fait partie d'une extension qui devrait être achevé en 2026 et permettre d'augmenter la fourniture de gaz à hauteur de 10 M de tonnes par an depuis ce site). En 2021, le GNL a représenté 37,2% du mix énergétique de Taiwan, cette part devrait atteindre 50% à l'horizon 2025.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :
Rédacteurs :

Jean-Marc Fenet
Thomas Carré, Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Hu Haowei, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien Defrance
Axel Demenet

Revu par :

Pour s'abonner :

camille.paillard@dgtresor.gouv.fr